

GLOBALISATION ET INEGALITES DE REVENU EN AFRIQUE DU SUD

Projet RUIG « Le défi social du développement: globalisation, inégalités et protection sociale »

Claudia CAPPA, IUED

Version préliminaire (24 février 2003)

▪ *Introduction*

La présente étude se veut une analyse du contexte macro-économique de l'Afrique du Sud contemporaine. Elle a pour objectif d'étudier la relation existante entre globalisation et inégalités, et plus particulièrement de s'interroger sur les effets du commerce international sur la distribution du revenu dans ce pays.

Durant la dernière décennie, l'Afrique du Sud a connu de profonds changements politiques, économiques et sociaux. En 1994, les premières élections démocratiques de l'histoire du pays marquaient la fin de l'ère de l'apartheid et, en 1996, un processus de réformes économiques libérales - la stratégie de croissance, d'emploi et de redistribution (*Growth, Employment and Redistribution*, GEAR) - était lancé. L'objectif de ces réformes était d'instaurer une économie concurrentielle à croissance rapide, et cela en adoptant une stricte discipline fiscale et monétaire, en augmentant les investissements étrangers et nationaux, en ouvrant davantage l'économie à la concurrence internationale et, enfin, en redéfinissant les dépenses publiques prioritaires¹.

Bien que les politiques de libéralisation étaient censées entraîner l'économie sud-africaine vers de nouveaux sommets de croissance, les résultats macro-économiques obtenus sont pour l'instant incertains. De 1996 à 2001, le Produit Intérieur Brut (PIB) réel a progressé en moyenne de 2,1% par an, soit plus lentement que l'accroissement de la population². Si la croissance économique demeure lente, les changements structurels connus par l'appareil productif du pays ont contribué à organiser les avantages comparatifs selon une perspective fortement dynamique, ce qui a généré un volume d'échanges largement supérieur à celui des époques précédentes. Sur le plan des équilibres budgétaires, les réformes ont débouché sur

¹ Republic of South Africa (RSA), *Growth, Employment and Redistribution Strategy: a Macroeconomic Strategy*, Government Printer, Pretoria, 1996.

² South Africa Reserve Bank, *Quarterly Bulletins*, SARB, Pretoria, 2002.

l'accroissement des réserves en devise, la réduction du service de la dette et la diminution du déficit fiscal de l'Etat. Tout cela s'est produit dans un contexte de diminution de l'inflation et d'accroissement du volume des investissements étrangers³. Après des décennies d'isolement, l'économie sud-africaine commence ainsi à se doter d'une image de dynamisme et d'ouverture: le pays est devenu un membre actif de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) et de la *South African Development Community* (SADC). D'importants accords d'échange ont été signés avec l'Union Européenne (UE) et de nouvelles formes de partenariat commercial ont été négociées avec les Etats-Unis.

Si les résultats économiques des réformes sont, dans l'ensemble, satisfaisants, les objectifs sociaux ne sont, pour leur part, que partiellement atteints. L'existence de formes criantes d'inégalités et de pauvreté, ainsi qu'un taux de chômage très élevé continuent de représenter des problèmes majeurs pour l'économie nationale, de même que des facteurs d'instabilité sociale importants. Par conséquent, l'intégration croissante du pays dans les circuits du commerce mondial a suscité de nouvelles inquiétudes. Dans un pays qui a fait de ses inégalités un primat économique, la question est alors de savoir quel a été l'impact de la libéralisation et de l'ouverture sur la distribution des revenus.

Toute analyse sur ce thème pose des problèmes à la fois méthodologiques et analytiques. Cette remarque s'applique tout particulièrement au contexte sud-africain et cela en raison de plusieurs facteurs⁴. Tout d'abord, la période examinée (1994-2002) est relativement courte et son étude ne permet pas de distinguer les facteurs conjoncturels des tendances de longue durée. En outre, la fin du régime de l'apartheid et l'ouverture de l'économie sud-africaine au commerce international ont été deux phénomènes concomitants. Il est donc très difficile de distinguer les effets sur la distribution du revenu qui découlent de l'abolition du régime de l'apartheid de ceux induits par l'adoption des réformes libérales et par la globalisation de l'économie du pays. Enfin, l'absence de statistiques fiables sur le chômage et les revenus pour la période pré-apartheid ne permet pas de parvenir à des conclusions certaines en matière d'évolutions des inégalités. L'ensemble de ces facteurs doit donc nous conduire à une certaine prudence dans l'interprétation des tendances actuelles et dans la lecture des données, compte tenu aussi de leur approximation.

³ Voir: Economist Intelligent Unit, *Country Profile South Africa 2000-2001*, EIU, London, 2001.

⁴ Hayter S., Reinecke G., Torres R., *South Africa, Studies on the Social Dimensions of Globalisation*, ILO, Geneva, 2001, pp. 37-38.

Le présent travail s'articule en trois niveaux d'analyse différents. Nous nous pencherons tout d'abord sur l'analyse de l'économie sud-africaine. La première partie de cette étude de cas se focalisera sur l'évolution quantitative et qualitative des inégalités et sur les facteurs qui peuvent contribuer à expliquer cette évolution. La deuxième partie mettra en lumière les changements de politique économique introduits depuis 1994. Ensuite, nous nous interrogerons sur les défis et les contraintes posés par la globalisation⁵. Nous rendrons compte de l'impact de la déréglementation et de l'ouverture sur les inégalités à travers l'analyse des évolutions connues par le marché de l'emploi. A cet effet, nous procéderons à une brève étude empirique fondée sur l'utilisation d'agrégats statistiques nationaux. L'analyse des données officielles sera complétée et supportée par des sources secondaires. Enfin, une brève réflexion théorique centrée sur la nature cumulative des inégalités conclura cette étude.

▪ ***L'évolution des inégalités et de la pauvreté dans Afrique du Sud contemporaine: entre ségrégation raciale et exclusion économique.***

Avec un PIB estimé à 125,9 milliards de dollars (2000), l'Afrique du Sud figure dans la catégorie supérieure des pays à revenu moyen⁶. Cependant, se contenter de cette mesure globale de développement est insuffisant, les indicateurs économiques de ce pays se révélant, sous plusieurs aspects, des instruments de mesure contestables. En dépit d'un PIB par tête de 9400 \$ (PPA), le pays se classe au 107^e rang en matière de développement humain, aux côtés de pays à faible revenu comme le Vietnam et la Mongolie : 14% de la population sud-africaine est encore privée d'accès à l'eau potable (2000); l'espérance de vie à la naissance est de 52,2 ans ; le taux d'analphabétisme des adultes atteint 14,7% (2001) ; le taux de mortalité infantile s'élève à 48.9 ‰ et 25% des enfants de moins de 5 ans souffrent d'un retard de croissance (1995-2000)⁷. De plus, ces chiffres ne sont qu'une moyenne et masquent les énormes disparités existant entre les différents groupes de population. Une étude de J. May sur la pauvreté et les inégalités montre que, en 1998, l'indice de développement humain pour la population blanche était comparable à celui d'un pays comme Israël (22^{ème}) alors que, pour la population noire, il était proche de celui du Lesotho (132^{ème})⁸.

⁵ La globalisation est appréhendée dans ce texte par les biais de l'intensification des flux commerciaux et de l'accroissement du volume des investissements étrangers.

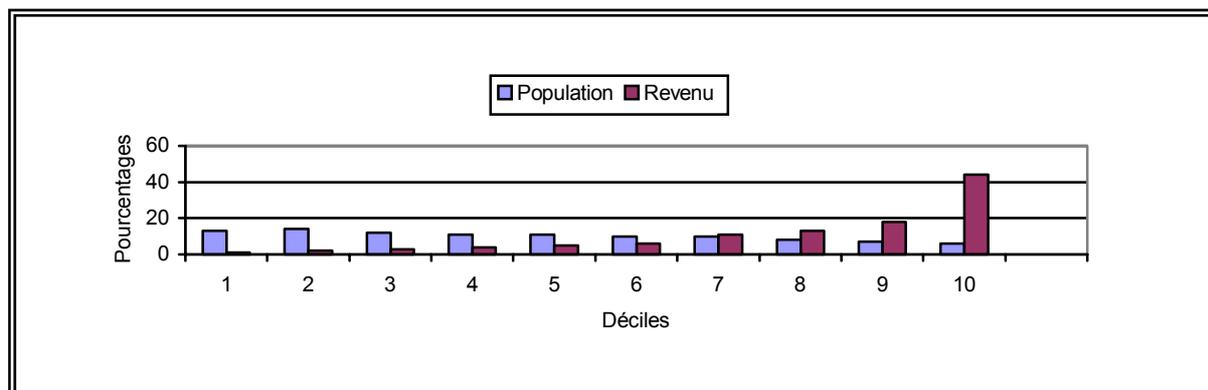
⁶ PNUD, *Rapport mondial sur le développement humain 2002*, New York, 2002, p. 192.

⁷ *Ibidem*, p. 176.

⁸ May J. (ed.) *Poverty and Inequality in South Africa*, Praxis Publishing, Durban, 1998.

L’Afrique du Sud est l’un des pays au monde où les inégalités socio-économiques sont les plus fortes. Le dernier rapport du PNUD (2002) montre que les 20% les plus pauvres de la population sud-africaine consomment 2,9 % de la consommation totale, tandis que les 20% les plus riches consomment 64,8 % du total⁹. Le rapport inter-quintile s’établit donc à 22,6. Ce ratio place l’Afrique du Sud au 8^e rang en matière de répartition inégale de la consommation, juste en-dessous de pays comme la République Centrafricaine (32,7) et la Sierre Leone (57,6)¹⁰. Parmi les pays à revenu moyen, seuls le Brésil et le Botswana présentent une répartition de la consommation plus inégalitaire. La distribution du revenu est aussi très inégale, le coefficient de Gini oscillant entre 0,58 et 0,68, selon les différentes bases de données¹¹. Tous ces éléments suggèrent l’existence de larges couches de pauvreté. Selon le *South Africa Survey* de 2001-2002, les 47,8% de la population vivent dans des conditions d’indigence¹². La pauvreté se concentre en milieu rural, parmi la population noire et dans les provinces d’Easter Cape et du Kwazulu-Natal¹³. Elle affecte en particulier les femmes et les travailleurs ayant un faible niveau d’éducation¹⁴.

Graphique 1.1. *Les inégalités de revenu en Afrique du Sud.*



Source: Bhorat H. et al., *Fighting Poverty: Labour Markets and Inequality in South Africa*, UCT Press, Lansdowne, 2001, p. 22.

Une certaine stabilité a caractérisé le niveau d’inégalité pendant les quatre dernières décennies. Le coefficient de Gini a régulièrement atteint des taux très élevés. Entre 1975 et 1991, sa valeur a stagné aux alentours de 0,60. Après 1994, il a oscillé entre 0,55 et 0,67, avec

⁹ PNUD, *op. cit.*, p. 196.

¹⁰ *Ibidem*.

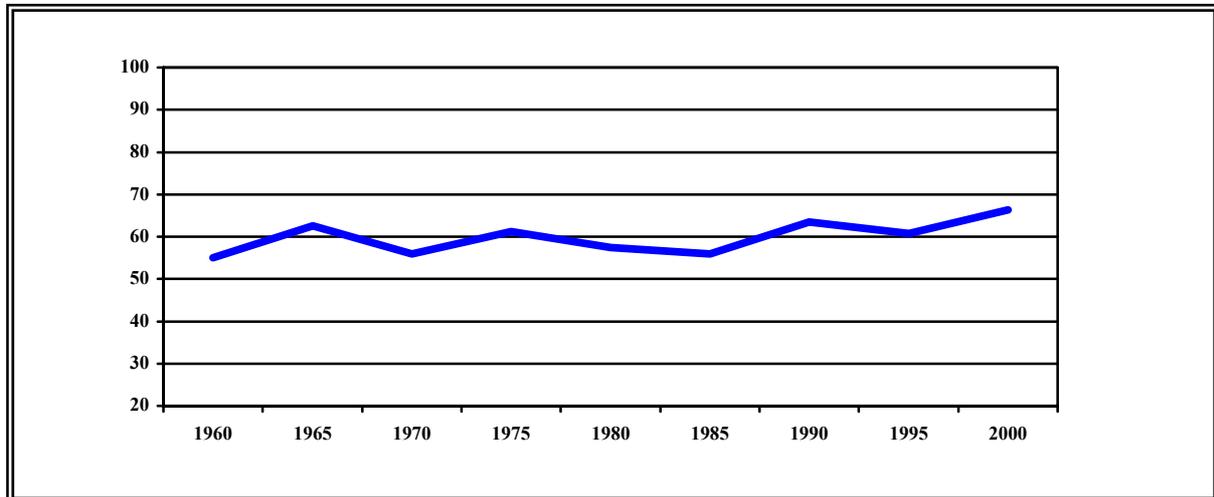
¹¹ Nattrass N., Seekings J., *Globalisation and Inequality in South Africa*, OECD, Paris, 2000, p. 4.

¹² South African Institute of Race Relations, *South Africa Survey 2001-2002*, SAIRR, Johannesburg, 2002.

¹³ La classification raciale utilisée dans ce texte respecte la terminologie employée dans les statistiques officielles du gouvernement sud-africain : asiatiques (Asians), noirs (blacks, indigenous people), blancs (whites) et métisses (mixed race people).

une valeur moyenne de 0,61¹⁵. Malgré les importantes transformations politiques et économiques qui ont caractérisé les années 90, les mesures agrégées des inégalités n'ont donc enregistré aucune variation substantielle.

Graphique 1.2. L'évolution du coefficient de Gini, 1960-2000.



Source: Elaboration de l'auteur sur données du *South Africa Survey*, (plusieurs années).

Si la gravité des inégalités a toujours représenté une constante de l'économie sud-africaine, la nature et les causes de ce phénomène semblent avoir fortement changé au cours des trois dernières décennies¹⁶. En particulier, l'impact de la discrimination raciale sur la distribution du revenu a progressivement diminué. Entre 1975 et 1996, le pourcentage de revenu total des ménages noirs est passé de 20% à 36%, alors que celui des ménages blancs a baissé de 19%¹⁷. Cette tendance à la dispersion du revenu entre les races s'est renforcée pendant les dernières années : entre 1995 et 2000, la population noire a ainsi vu son revenu augmenter de 83.6%, alors que la population blanche n'a enregistré qu'une hausse de 66.2%¹⁸. Cette redistribution a été en grande partie due à l'accroissement rapide des revenus des classes moyennes, un phénomène favorisé par les politiques de redistribution et de discrimination positive poursuivies par l'*African National Congress* (ANC) au lendemain des élections de 1994¹⁹.

¹⁴ *Ibidem*.

¹⁵ *Ibidem*.

¹⁶ Voir: Jenkins C., Thomas L., *The Changing Nature of Inequality in South Africa*, Working Papers n° 203, World Institute for Development Economics Research/United Nations University, Helsinki, October 2000.

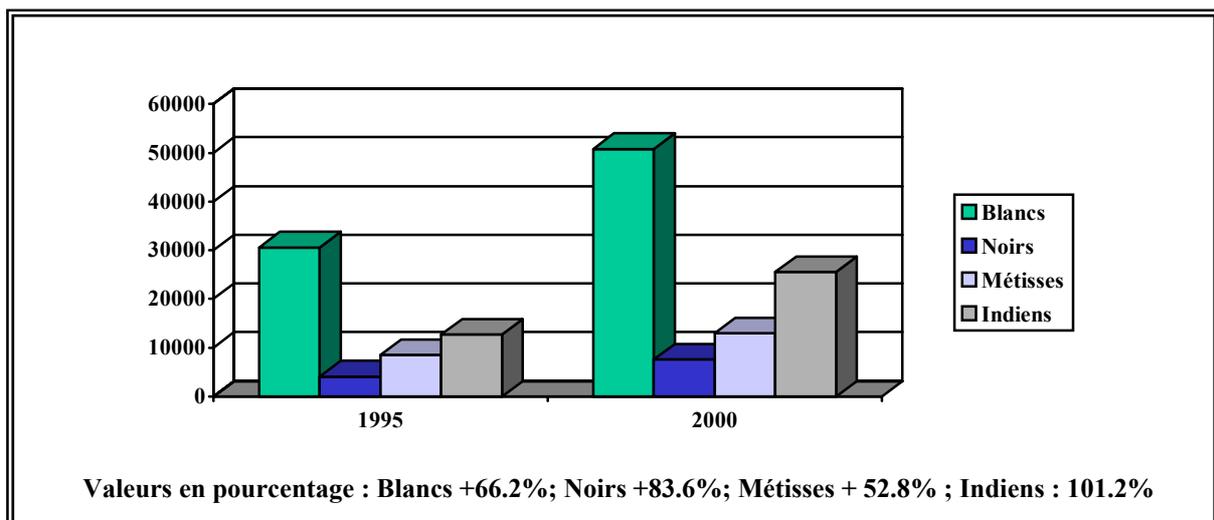
¹⁷ Whiteford, A., Van Seventer, D., *Winners and Losers: South Africa's Changing Income Distribution in the 1990s*, WEF Southern Africa, Pretoria, 1999, p. 9

¹⁸ South African Institute of Race Relations, *South Africa Survey 2001-2002*, *op. cit.*

¹⁹ Ces politiques formaient le cœur du Programme de Reconstruction et Développement (*Reconstruction and Development Programme*, RDP). Tel qu'il avait été défini par le Président de l'époque, Nelson Mandela, le RDP

Si les inégalités entre les races ont progressivement diminué, il en va tout autrement pour les inégalités intra-raciales. Entre 1971 et 1991, le pourcentage du revenu total des 4 déciles inférieurs a décliné en moyenne de 40 % à l'intérieur de chaque groupe racial, alors qu'il a augmenté de 61% pour les 10% les plus riches. Les données relatives à la période 1991-2000 sont encore plus impressionnantes : une diminution de 51% a frappé les revenus des 40% les plus pauvres alors qu'une augmentation de 70% a été enregistrée pour le décile supérieur²⁰. Ce phénomène d'aggravation des inégalités a été particulièrement important au sein de la population noire. En 1996, le revenu moyen d'une famille noire appartenant au premier décile de la distribution des revenus était de 250% plus élevé que celui d'une famille du dernier décile²¹. A. Whiteford et D. Van Seventer estiment que les inégalités intra-raciales représentent de nos jours plus des deux tiers des inégalités totales, alors que cette valeur était de 38% en 1975²².

Graphique 1.3. Evolutions des revenus annuels par tête selon les races, 1995-2000, en rands



* 1 rand= 0.1264 dollar américain.

Source: Elaboration de l'auteur sur données du *South Africa Survey*.

Si le coefficient de Gini pour l'ensemble de la population est resté constant, les inégalités, tant inter-raciales qu'intra-raciales, ont donc connu une évolution importante. Les premières ont

englobait non seulement des programmes socio-économiques visant à remédier aux inégalités sociales, mais également des projets éducatifs pour la mise en valeur des ressources humaines. Voir : African National Congress, *The RDP: Reconstruction and Development Programme*, ANC, Pretoria, 1994.

²⁰ South African Institute of Race Relations, *South Africa Survey 2001-2002*, *op. cit.*

²¹ Natrass N., Seekings J., *op. cit.*, p. 4.

²² Whiteford A., Van Seventer D., *op. cit.*, p. 44.

légèrement baissé, alors que les deuxièmes se sont renforcées. Parmi les facteurs qui peuvent expliquer cette double évolution, les transformations intervenues dans le marché du travail semblent avoir joué un rôle considérable²³. Comme c'est le cas pour beaucoup de pays, en Afrique du Sud le salaire représente la source de revenu la plus importante pour tous les déciles de population. Par conséquent, le marché de l'emploi (formel et informel) constitue l'espace où les inégalités se forment, s'aggravent et se sédimentent à l'échelle nationale²⁴.

Tableau 1.4. *Composition du revenu (en %) par décile de population, 1993.*

Décile	Salaires	Transferts	Agriculture	Auto-emploi	Pensions	Autres revenus	Revenus du capital	Total
1	23,5	8,4	13,0	48,5	0	1,0	3,5	100
2	30,6	30,0	4,4	6,1	23,2	3,2	2,1	100
3	37,8	18,4	3,0	5,1	27,9	4,8	2,8	100
4	50,0	15,0	3,3	4,0	21,8	3,7	2,1	100
5	55,8	10,0	2,5	5,5	18,8	3,5	3,7	100
6	69,6	6,8	0,7	3,9	12,1	3,0	3,4	100
7	75,0	5,1	1,3	3,8	7,6	2,0	5,0	100
8	78,5	2,9	4,8	1,0	4,3	1,6	6,6	100
9	79,9	1,2	0,7	4,6	1,9	1,1	10,5	100
10	64,5	0,4	6,8	9,0	0,5	0,3	18,1	100
TOTAL	67,7	3,4	4,0	6,7	4,6	1,2	12,1	100

Source: Natrass N., Seekings J., *op. cit.*, p. 5.

Le premier facteur de changement que nous pouvons identifier sur le marché du travail est la diminution de la discrimination raciale. A partir du début des années 80, l'importance de la race dans la réglementation des structures occupationnelles et dans la fixation des salaires a diminué graduellement, et cela suite à l'émergence de deux phénomènes, à savoir le déclin

²³ Pendant les années soixante, des restrictions légales et administratives limitaient l'accès au marché du travail pour la population noire. En particulier, un régime de monopsonie réglementait l'entrée des travailleurs noirs dans le marché, tout en déterminant leurs salaires nominaux. Voir : Levy B., *Industrialisation and Inequality in South Africa*, Southern Africa Labour and Development Research Unit, University of Cape Town, Cape Town, 1981; Lipton M., *Capitalism and Apartheid 1910-1984*, Gower, Aldershot, 1985.

²⁴ Voir: Bhorat H. et al., *op. cit.*

progressif du régime d'apartheid économique et la légalisation, en 1980, des syndicats des travailleurs noirs. Comme T. Bell et N. Cattaneo le démontrent, la croissance économique du secteur manufacturier et la demande de travail semi-qualifié qui en a découlé a poussé les compagnies multinationales d'abord et les entreprises locales ensuite à abolir progressivement les discriminations occupationnelles et salariales qui frappaient jusqu'alors la population noire²⁵. Ceci a entraîné, selon P. Moll, quatre conséquences majeures²⁶. Tout d'abord, la réduction des différentiels de salaire entre travailleurs noirs et blancs ayant le même niveau de compétences et de spécialisation. Ce processus a intéressé davantage les classes moyennes, celles-ci étant en compétition pour des travaux nécessitant des compétences égales. Ensuite, l'accroissement progressif de la mobilité et des salaires de la population noire, en raison notamment de la pénurie de travailleurs noirs qualifiés et semi-qualifiés. Enfin, la diminution relative des salaires des travailleurs blancs non-qualifiés, et cela en raison de l'affaiblissement du pouvoir des syndicats et de l'aggravation du chômage²⁷. De ce fait, la redistribution partielle de la richesse nationale qui s'est produite entre 1970 et 2001, a consisté essentiellement en un transfert de revenu de la population blanche à une élite de travailleurs noirs au bénéfice d'un niveau d'éducation relativement élevé²⁸.

Si la discrimination raciale ne représente plus le principal facteur d'inégalité sur le marché du travail, d'autres paramètres déterminent l'existence d'écarts importants dans la répartition des revenus. Parmi ceux-ci, la montée du chômage se profile comme une variable prépondérante²⁹. Le chômage affecte davantage les noirs (31.1% contre 6.6% de la population blanche), d'âge

²⁵ Bell T., Cattaneo N., *Foreign Trade and Employment in South African Manufacturing Industry*, Occasional Report n°4, Employment and Training Department, International Labour Office, 1997, Geneva.

²⁶ Moll P., *Discrimination is Declining in South Africa but Inequality is not*, cité in Jenkins C., Thomas L., *op. cit.*, p. 8.

²⁷ Si une tendance vers l'homogénéisation des rétributions semble s'être amorcée depuis les deux dernières décennies, des différentiels de salaire importants persistent dans le marché du travail, notamment entre les travailleurs blancs et les travailleurs noirs. Cela est dû à la convergence de plusieurs facteurs. La fixation des salaires continue d'être influencée par l'appartenance raciale, par la répartition de la production (notamment entre le secteur privé et le secteur public) ainsi que par l'existence de barrières géographiques (rural/urbain), sociales (discrimination de genre) et économiques (secteur formel et informel) à la mobilité. L'appartenance raciale reste un facteur d'inégalité dans la mesure où les caractéristiques liées à la productivité des travailleurs, telles que le niveau d'éducation, de qualifications et de compétences, sont réparties de manière inégale entre les différents groupes raciaux. Voir : Allanson P., Atkins J.P., Hinks T., "No End to Racial Wage Hierarchy in South Africa?", *Review of Development Economics*, vol. 6, n° 3, 2002, pp. 314-328; Jensen R., *An Early Assessment of Racial Wage Differentials in Post-Apartheid South Africa*, Harvard University Press, Cambridge, MA, 1999.

²⁸ Jenkins C., Thomas L., *op. cit.*, p. 12.

²⁹ Deux différentes notions de chômage existent en Afrique du Sud. Selon la définition plus restreinte, le chômeur est une personne qui ne travaille pas, mais qui a activement cherché un emploi durant le mois précédant le déroulement de l'enquête. La définition plus large inclut les personnes non-occupées qui ne cherchent pas activement un travail (« discouraged unemployment »).

compris entre 25 et 34 ans, vivant en milieu rural et disposant d'un bas niveau d'éducation³⁰. Il se concentre chez les femmes et parmi les couches les plus démunies de la population. Selon les estimations de S. Klasen et J. Woolard, en 1998 le taux de chômage était de 53% parmi les 20% les plus pauvres de la population sud-africaine, alors qu'il était de 4% parmi les 2 déciles les plus riches³¹. Les salaires étant la source de revenu la plus importante, une corrélation directe semble donc exister entre chômage, inégalités et pauvreté³². Cet aspect différencie l'économie sud-africaine de celle de nombreux pays en voie de développement où la pauvreté est souvent associée au sous-emploi propre au secteur informel, plutôt qu'au taux de chômage qui s'applique exclusivement à l'économie formelle.

Pendant la dernière décennie, le taux d'expansion de l'emploi a décliné et la relation entre la croissance du PIB et l'emploi est devenue négative. En particulier, après 1993-1994 la croissance de l'emploi a été constamment inférieure à celle du PIB alors que la productivité du travail s'est accrue en moyenne de 3.1% par an entre 1991 et 1998³³. Selon les statistiques du *Labour Force Survey*, le chômage a augmenté de 6,4% entre 1994 et 2001, passant de 20% à 26.4%³⁴. Cette tendance a été particulièrement marquée dans le secteur privé non-agricole. Certains domaines ont été particulièrement touchés, comme la construction, l'industrie minière et le secteur manufacturier³⁵. Comme S. Hayter et al. l'affirment, un élément paradoxal est cependant à relever: la hausse du chômage a davantage affecté les secteurs manufacturiers « export-oriented » (-7.7%), comme l'industrie du cuir, plutôt que les secteurs « import-competing », tels que les textiles (-5.5%)³⁶.

La structure de l'emploi a aussi connu une évolution significative³⁷. Le pourcentage de l'emploi semi-qualifié a diminué au profit de l'emploi qualifié³⁸. Cela est essentiellement dû à l'affaiblissement, en termes de production et d'actifs engagés, des secteurs agricole et

³⁰ Comme N. Nattrass et J. Seekings le montrent, la croissance du chômage a été le résultat de deux tendances parallèles : l'augmentation du taux de participation de la population active et la diminution de l'emploi dans l'économie formelle. Nattrass N., Seekings J., *op. cit.*, p. 12.

³¹ Klasen S., Woolard J., *Levels, Trends and Consistency of Employment and Unemployment Figures in South Africa*, cités in Hayter S., Reinecke G., Torres R., *op. cit.*, p.27.

³² Cela implique entre autres, qu'en Afrique du Sud les politiques économiques visant à empêcher une baisse des salaires pour les travailleurs non-qualifiés risquent de se traduire par un accroissement de la pauvreté et des inégalités, dans la mesure où ces politiques peuvent entraîner une augmentation du chômage.

³³ Hayter S., Reinecke G., Torres R., *op. cit.*, p. 23.

³⁴ Statistics South African, *Labour Force Survey 2001*, *op. cit.*

³⁵ Hayter S., Reinecke G., Torres R., *op. cit.*, p. 24.

³⁶ *Ibidem.*

³⁷ Nattrass N., Seekings J., *op. cit.*, p. 13.

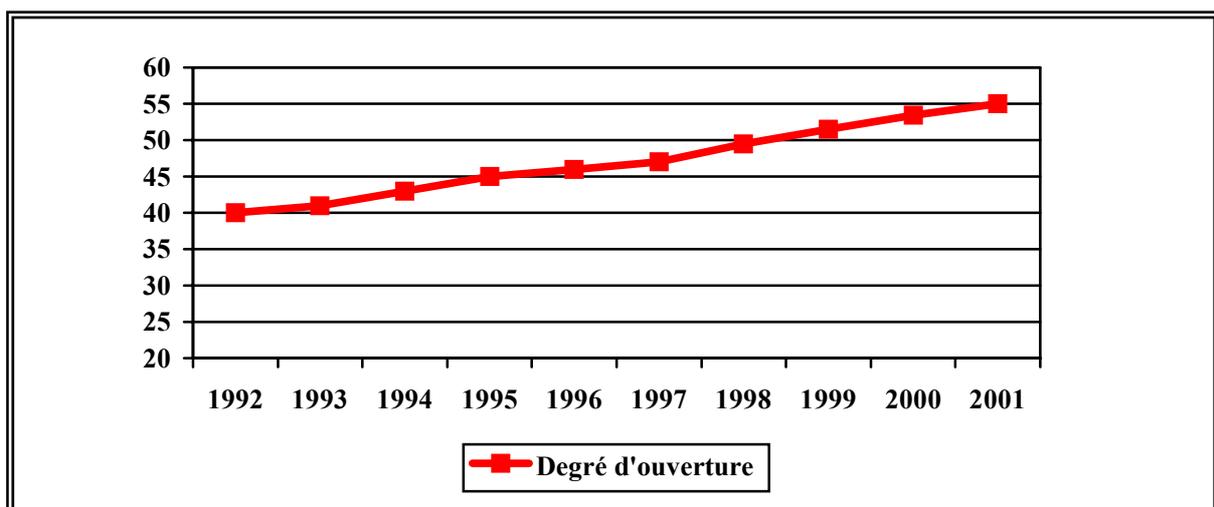
³⁸ Statistics South African, *Labour Force Survey 2001*, *op. cit.*

minier³⁹. En ce qui concerne les salaires réels, ceux-ci ont considérablement augmenté entre 1990 et 2000 (notamment pour les travailleurs qualifiés), tant dans le secteur privé que public⁴⁰. L'ensemble de ces éléments suggère que, durant la dernière décennie, la distribution des revenus a favorisé les travailleurs qualifiés du secteur formel ainsi que les détenteurs de capital, au détriment des travailleurs non-qualifiés et des chômeurs⁴¹.

Plusieurs tendances semblent donc avoir émergé dans le marché du travail: accroissement de la population active, augmentation du chômage, diminution de l'emploi non-qualifié (notamment dans l'agriculture et l'industrie minière), chute de l'emploi dans le secteur formel, augmentation de la productivité et, enfin, croissance des salaires réels des travailleurs qualifiés. Tous ces facteurs, ainsi que la fin du régime de discrimination, ont contribué à affaiblir les inégalités entre les races, tout en augmentant les écarts de revenu au sein de chaque groupe racial.

Après avoir analysé l'évolution des inégalités et de l'emploi, la question qui se pose est de savoir si ces tendances ont été engendrées par le processus de globalisation ou si elles sont plutôt le résultat de l'évolution propre du modèle de développement sud-africain. Pour tenter de répondre à cette interrogation, une analyse du processus de globalisation et de son impact sur l'économie sud-africaine s'impose.

Graphique 1.5. Degré d'ouverture de l'économie sud-africaine (import+export/PIB, en %, 1992-2001)



Source: South Africa Reserve Bank.

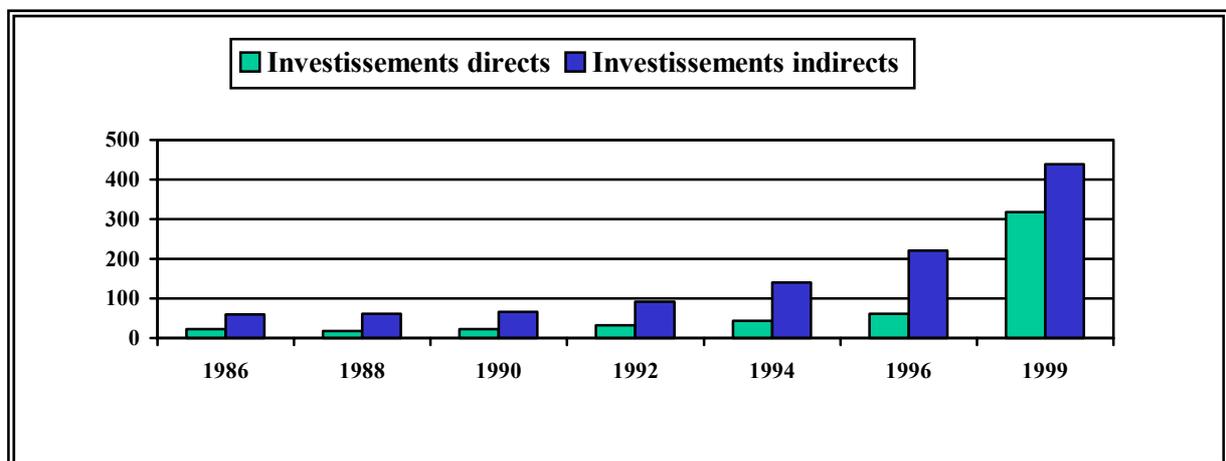
³⁹ *Ibidem.*

⁴⁰ *Ibidem.*

⁴¹ Natrass N., Seekings J., *op. cit.*, p. 15.

La libéralisation du commerce et la fin des sanctions contre le régime de l'apartheid ont sensiblement augmenté le volume des exportations et des importations de l'Afrique du Sud. L'expansion du commerce a davantage favorisé les produits manufacturiers, qui représentent de nos jours le 57% des exportations contre le 27% durant les années 80⁴². Par contre, le pourcentage, sur l'ensemble des exportations, du secteur minier (notamment or et carbone) a dramatiquement chuté, passant de 67% à 38% entre 1980 et 2002⁴³. Parallèlement à l'accroissement des flux commerciaux, le volume des investissements directs s'est accru. Ceux-ci se concentrent dans les secteurs des télécommunications, de l'énergie et du pétrole⁴⁴.

Graphique 1.6. L'évolution des investissements étrangers, 1986-1999 (en milliards de rands)



Source: South Africa Reserve Bank.

Une lente réorganisation de la production a accompagné le processus de libéralisation de l'économie. De nouvelles activités sont en train de se substituer aux secteurs traditionnels. Certains domaines, comme les communications, sont en forte expansion, grâce à la possibilité d'importer des produits technologiques de pointe⁴⁵. Il en résulte une tendance vers l'expansion des secteurs économiques spécialisés à haute intensité de capital ainsi que la concentration de la croissance dans certains segments productifs du secteur tertiaire et secondaire, comme les services sociaux, les finances, le secteur manufacturier⁴⁶.

⁴² Economist Intelligent Unit, *Country Report South Africa 2002*, EIU, London, 2002.

⁴³ *Ibidem*.

⁴⁴ *Ibidem*.

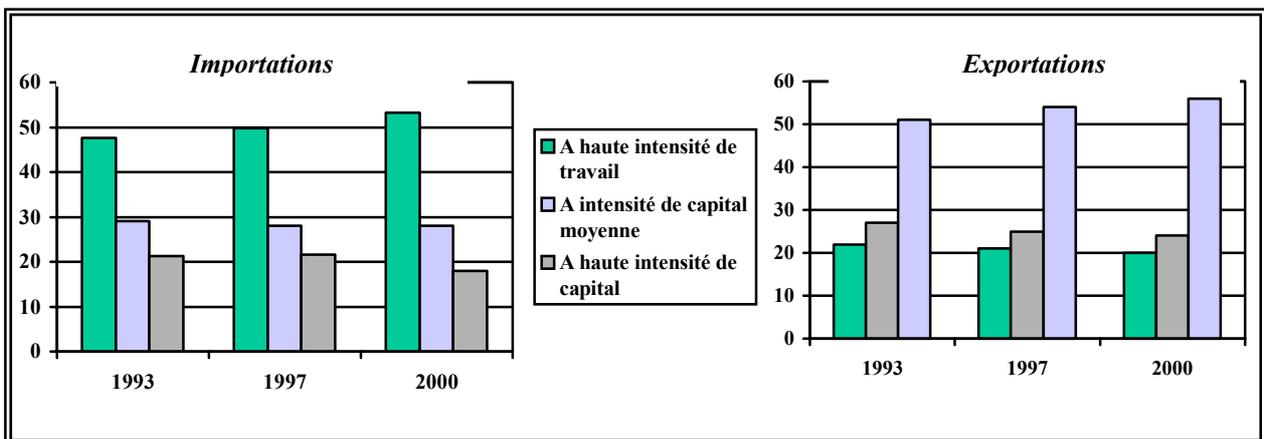
⁴⁵ Businessmap South Africa, *South Africa Investment Report*, BSA, Johannesburg, 2001.

⁴⁶ Pour une analyse approfondie du processus de globalisation de l'économie sud-africaine, voir: Loots E., Globalisation, "Emerging Markets and the South African Economy", *The South African Journal of Economics*, vol. 70, n° 2, 2002, pp. 263-286.

Le processus d'ouverture de l'économie sud-africaine semble avoir déclenché à l'égard de la distribution des revenus des processus distincts. Plusieurs hypothèses sont plausibles. Premièrement, il est possible que l'accroissement de la compétitivité internationale ait contribué au déclin de la discrimination raciale⁴⁷. Le modèle de croissance propre à l'apartheid se basait sur des politiques de substitution des importations. L'existence de barrières tarifaires très élevées protégeait de la concurrence étrangère les entreprises nationales qui étaient peu compétitives en raison des hauts coûts de production engendrés par les politiques d'apartheid. L'ouverture au commerce international aurait ainsi poussé les entreprises nationales à une utilisation des ressources humaines plus rationnelle, cela afin de baisser les coûts de production et d'augmenter la compétitivité⁴⁸.

Deuxièmement, l'intégration de l'économie sud-africaine dans le commerce international semble avoir contribué à aggraver les inégalités de salaire et le chômage, en raison du processus d'ajustement structurel qui a affecté la production⁴⁹. Ce processus de rationalisation a intéressé davantage les secteurs « export-orienté » et s'est traduit par l'intensification des investissements de capital et l'introduction de nouvelles technologies « labour saving ».

Graphique 1.7. *Composition des importations et des exportations par facteur de production, en % (1993-2000)*



Source: *Statistics South Africa* (Stats SA)

⁴⁷ Nattrass N., Seekings J., *op. cit.*, p. 16.

⁴⁸ S'il est vrai que l'impact de la discrimination raciale sur la formation des salaires a commencé à décliner déjà pendant les années quatre-vingt et que la fin du régime d'apartheid politique s'est traduite par une augmentation des salaires de la population noire, la libéralisation économique des années quatre-ving-dix a sensiblement renforcé ces tendances vers la distribution inter-raciale des revenus. *Ibidem*.

⁴⁹ Jenkins C., Thomas L., *op. cit.*, pp. 28-30.

Comme les statistiques officielles le confirment, une tendance vers la concentration des exportations dans des segments de production spécialisés et à haute intensité de capital s'est dessinée après l'adoption des réformes⁵⁰. En conséquence, la demande relative de travailleurs qualifiés a augmenté, et cela en raison aussi des innovations technologiques introduites dans le secteur manufacturier⁵¹. La concentration des exportations dans les secteurs à haute intensité de capital est allée de pair avec une augmentation des importations de biens à haute intensité de travail, notamment non-qualifié et semi-qualifié, provenant de pays avec un bas niveau de salaires⁵². La convergence de ces deux facteurs a débouché sur une diminution de l'emploi dans les entreprises à bas niveau de spécialisation. Selon le modèle multi-sectoriel d'équilibre général élaboré par l'*Industrial Development Corporation*, la libéralisation du commerce aurait provoqué une perte nette d'emplois égale à 1.7% dans le secteur manufacturier⁵³. Des estimations plus récentes indiquent une chute de l'emploi de 9,1% dans les industries peu spécialisées et à haute intensité de travail, comme le transport⁵⁴. La réorganisation de la production vers des secteurs à haute intensité de capital et de travail qualifié ainsi que la pénétration de produits d'importation provenant d'industries à haute intensité de travail semi-qualifié et non-qualifié ont donc entraîné une hausse des salaires pour les travailleurs qualifiés et une réduction de l'emploi dans les secteurs et les entreprises à bas niveau de spécialisation.

▪ *Conclusions*

L'ouverture des marchés et l'intégration de l'économie nationale dans les circuits du commerce ont induit, ou du moins accéléré, un processus d'ajustement structurel du système économique sud-africain. Les changements intervenus dans la structure productive ont modifié, par le biais des tendances apparaissant dans le marché du travail, la nature et les causes des inégalités de revenu. Celles-ci sont actuellement déterminées par, d'une part, le haut niveau de chômage, et d'une autre part l'augmentation des différentiels de salaire entre travailleurs qualifiés et non-qualifiés. Ces différentiels correspondent aux divers niveaux de

⁵⁰ Statistics South Africa (Stats SA).

⁵¹ Bhorat, H., Hodge J., "Decomposing Shifts in Labour Demand in South Africa", in *South African Journal of Economics*, vol. 67, n°3, 1999. pp. 367-370.

⁵² *Ibidem*.

⁵³ Bell T., Cattaneo N., *op. cit.*, pp. 20-23.

⁵⁴ Edwards L., *Globalisation and the Skill Bias of Occupational Employment in South Africa*, cité in Nattrass N., Seekings J., *op. cit.*, p. 24.

capital humain, qui sont à leur tour le produit d'inégalités dans le domaine de l'éducation et de la santé, héritages directs du régime de l'apartheid.

Les inégalités perdurant sous des formes nouvelles, l'exigence de concilier le développement économique avec une certaine forme de justice sociale demeure essentielle. Des politiques gouvernementales adéquates sont nécessaires pour contrebalancer la tendance vers la consolidation des inégalités, ainsi que pour réduire les risques de paupérisation et d'exclusion économique qui peuvent accompagner l'intégration dans l'économie globale. Cela est indispensable afin d'éviter que des formes modernes de ségrégation socio-économique ne remplacent les anciennes formes de ségrégation raciale. La façon par laquelle l'Afrique du Sud libérale sera capable d'aborder ces formidables défis à long terme constitue indiscutablement une interrogation pour l'avenir.

Bibliographie

African National Congress, *The RDP: Reconstruction and Development Programme*, ANC, Pretoria, 1994.

Allanson P., Atkins J.P., Hinks T., "No End to Racial Wage Hierarchy in South Africa?", *Review of Development Economics*, vol. 6, n° 3, 2002, pp. 314-328.

Bell T., Cattaneo N., *Foreign Trade and Employment in South African Manufacturing Industry*, Occasional Report no.4, Employment and Training Department, International Labour Office, 1997, Geneva.

Bezuidenhout A., *Towards Global Social Movement Unionism?: Trade Union Responses to Globalisation in South Africa*, International Institute for Labour Studies, ILO, Geneva, 2000.

Bhorat H. et al., *Fighting Poverty: Labour Markets and Inequality in South Africa*, UCT Press, Lansdowne, 2001.

Bhorat, H., Hodge J., "Decomposing Shifts in Labour Demand in South Africa", in *South African Journal of Economics*, vol. 67, n°3, 1999. pp. 348-380.

Businessmap South Africa, *South Africa Investment Report*, BSA, Johannesburg, 2001.

Calitz E., "Structural Economic Reforms in South Africa: Some International Comparisons", *The South African Journal of Economics*, vol. 70, n° 2, 2002, pp. 218-286.

- Cornia G.A., Court J., *Inequality, Growth and Poverty in the Era of Liberalization and Globalization*, Policy Brief n° 4, World Institute for Development Economics Research/United Nations University, Helsinki, 2001.
- Deng L. A., Tjønneland E. N. (eds.), *South Africa: Wealth, Poverty and Reconstruction*, Chr. Michelsen Institute/Centre for South African Studies, Bergen , 1996.
- Economist Intelligent Unit, *Country Profile South Africa 2000*, EIU, London, 2001.
- Economist Intelligent Unit, *Country Report South Africa*, EIU, London (plusieurs années).
- Fields G.S., Duclos J.-Y., “The Dynamics of Poverty, Inequality and Economic Well-Being: African Economic Growth in Comparative Perspective”, *Journal of African Economies*, vol. 19, n° 1, 2000, pp. 46-82.
- Ghose A. K., “Trade Liberalization, Employment and Global Inequality”, *International Labour Review*, vol. 139, n° 3, 2000, pp. 281-297.
- Harold A., “How Long Can You Go? Combining Census and Survey Data for Mapping Poverty in South Africa”, *Journal of African Economies*, vol. 11, n° 2, 2002, pp. 169-200.
- Hayter S., Reinecke G., Torres R., *South Africa*, Studies on the Social Dimensions of Globalisation, ILO, Geneva, 2001.
- International Labour Office, *World Labour Report*, ILO, Geneva, (plusiers années)
- Jensen R., *An Early Assessment of Racial Wage Differentials in Post-Apartheid South Africa*, Harvard University Press, Cambridge, MA, 1999.
- Kraak A., “Transforming South Africa’s Economy: from Racial-Fordism to Neo-Fordism?”, *Economic and Industrial Democracy*, vol. 17, n° 1, 1996, pp. 39-74.
- Leibbrandt M. V., Woolard C. D., Woolard I. D., *The contribution of Income Components to Income Inequality in South Africa*, Working Paper n. 125, Living Standards Measurement Study, The World Bank, Washington D.C., 1996.
- Levy B., *Industrialisation and Inequality in South Africa*, Southern Africa Labour and Development Research Unit, University of Cape Town, Cape Town, 1981.
- Lipton M., *Capitalism and Apartheid 1910-1984*, Gower, Aldershot, 1985.
- Loots E., Globalisation, “Emerging Markets and the South African Economy”, *The South African Journal of Economics*, vol. 70, n° 2, 2002, pp. 263-286.
- Mannah S., “The Impact of Globalisation in Africa and the Response of Trade Unions: the Case of South Africa”, in *The Challenge of Globalisation in Africa: the Trade Union Response*, ILO, Geneva, 2001, pp. 35-41.

- Matlanyane A., Harmse C., "Revenue Implications of Trade Liberalisation in South Africa", *The South African Journal of Economics*, vol. 70, n° 2, 2002, pp. 334-346.
- May J. (ed.) *Poverty and Inequality in South Africa*, Praxis Publishing, Durban, 1998.
- May J. (ed.), *Poverty and Inequality in South Africa: Meeting the Challenge*, David Philip Publishers/Zed Books, Cape Town/London & New York, 2000.
- Nattrass N., Seekings J., *Globalisation and Inequality in South Africa*, OECD, Paris, 2000.
- Jenkins C., Thomas L., *The Changing Nature of Inequality in South Africa*, Working Papers n° 203, World Institute for Development Economics Research/United Nations University, Helsinki, October 2000.
- PNUD, *Rapport mondial sur le développement humain 2002*, New York, 2002.
- Ray R., "Poverty and Expenditure Pattern of Households in Pakistan and South Africa: a Comparative Study", *Journal of International Development*, vol. 12, n° 2, 2000, pp. 241-256.
- Republic of South Africa (RSA), *Growth, Employment and Redistribution Strategy: a Macroeconomic Strategy*, Government Printer, Pretoria, 1996.
- South African Institute of Race Relations, *South Africa Survey 2001-2002*, SAIRR, Johannesburg, 2002.
- South Africa Reserve Bank, *Annual Economic Report*, SARB, Pretoria (plusieurs années).
- South Africa Reserve Bank, *Quarterly Bulletins*, SARB, Pretoria (plusieurs années).
- Standing G., Sender J., Weeks J., *Restructuring the Labour Market : the South African Challenge*, ILO, Geneva, 1996.
- Statistics South Africa (Stats SA), *October Household Survey*, Pretoria (plusieurs années, www.statssa.gov.za).
- Statistics South Africa (Stats SA), *South Africa Labour Statistics*, Pretoria (plusieurs années, www.statssa.gov.za).
- Statistics South Africa (Stats SA), *South Africa Statistics*, Pretoria (plusieurs années, www.statssa.gov.za).
- Whiteford, A., McGrath M., *Inequality in the size distribution of income in South Africa*, Occasional Paper n° 10, Stellenbosch Economic Project, Stellenbosch, 1994.
- Whiteford, A., Van Seventer, D., *Winners and Losers: South Africa's Changing Income Distribution in the 1990s*, WEFA Southern Africa, Pretoria, 1999.